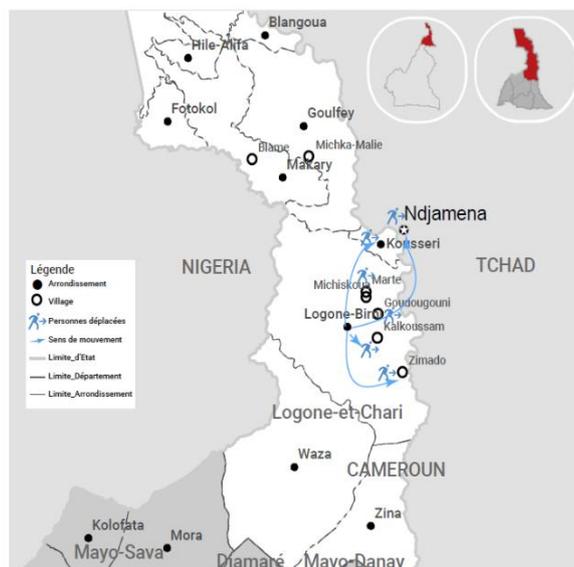


Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1^{er} au 31 août 2021. Le prochain rapport sera publié en octobre 2021.

FAITS SAILLANTS

- Cinq nouveaux districts de Santé (DS) en épidémie de rougeole.
- La délégation régionale de la santé publique (DRSP) a activé le plan de riposte choléra suite à l'annonce de l'épidémie de choléra au Nigéria.
- 8 749 personnes se sont déplacées vers le Tchad suite au conflit intercommunautaire entre Arabes Choa et Mousgoum dans l'arrondissement du Logone Birni.
- Près de 800 nouveaux repentis enregistrés au Centre de Désarmement Démobilisation et Réintégration (DDR) de Meri.
- 88% d'enfants de 3 à 59 mois ont été traités pendant la campagne de chimio prévention du paludisme saisonnier du 13 au 15 août.
- Les explosions d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) ont coûté la vie à deux enfants et blessé dix autres dans le département du Logone et Chari depuis Janvier 2021.



Source : OCHA. | Carte de l'arrondissement du Logone-Birni, dans le département du Logone et Chari dans la région de l'Extrême-Nord

1,2M

Personnes dans le besoin

Source :

Aperçu des besoins humanitaires - mars 2021

951K

Personnes ciblées

Source :

Plan de réponse humanitaire - mars 2021

341K

Personnes déplacées internes

Source :

OIM DTM N°22- Mars 2021

68K

Refugiés dans les camps

Source :

Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR /Gouvernement du Cameroun-Août 2021

49K

Refugiés hors des camps

Source :

Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR/ Gouvernement du Cameroun-Août 2021

124K

Personnes retournées

Source :

OIM DTM N°22- Mars 2021

CONTEXTE HUMANITAIRE

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord demeure préoccupante et volatile. Plus de 10 000 personnes ont effectué des déplacements internes suite à des attaques des groupes armés non étatiques (GANE) contre plusieurs postes militaires dans les localités frontalières avec le Nigéria, dans les départements du Logone et Chari, du Mayo-Tsanaga et du Mayo-Sava. Les villages Zeleved et Krawa Mafa dans le Mayo-Tsanaga et Blamé dans le Logone et Chari se sont vidés de leurs habitants.

Les enlèvements avec demande de rançon se multiplient. Des affrontements entre GANE, causés par des conflits de territoires, sont rapportés dans la zone du lac Tchad. Les autorités administratives du Logone et

Chari recommandent d'éviter momentanément les localités de Hilé Alifa et Darack frontalières au lac Tchad. Depuis janvier 2021, au moins 12 enfants ont été victimes de restes d'EEI et deux en sont morts.

Dans le Logone et Chari, un conflit inter-communautaire entre Arabe Choa et Mousgoum dans le canton El Birke de l'arrondissement de Logone Birni a abouti au décès de 22 personnes, 93 blessés, 40 villages incendiés ainsi que le déplacement de 12 569 personnes vers d'autres localités du pays et environ 8 000 personnes vers le Tchad. Le Gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, accompagné de plusieurs Chefs traditionnels et religieux, a effectué une tournée dans la zone pour transmettre le message de réconciliation et cohabitation pacifique du Chef de l'état. Des assistances en faveur des personnes déplacées ont été initiées par les autorités locales avec l'appui des organisations humanitaires. Le 4 août, les autorités camerounaises, les représentants du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) Tchad et Cameroun et plusieurs partenaires ont enclenché le processus de rapatriement des réfugiés camerounais se trouvant au Tchad au cours de la première réunion de la commission de rapatriement volontaire.

Les autorités sectorielles du Logone et Chari en charge de l'agriculture et de l'élevage ont alerté sur le risque d'insécurité alimentaire dû à la rareté des pluies cette année.

L'épidémie de rougeole s'est étendue aux districts de santé de Kolofata et Mora dans le Mayo-Sava et Makary, Mada, et Goulfey dans le Logone et Chari. La délégation régionale de la santé publique (DRSP) a activé le plan choléra et assure le contrôle au niveau des frontières pour une riposte rapide avec l'appui des organisations humanitaires.

La communauté humanitaire a célébré en collaboration avec les autorités administratives et sectorielles la journée mondiale de l'aide humanitaire le 19 août. Plusieurs activités telles que des tables rondes et expositions ont marqué cette célébration sous la houlette du Secrétaire général de la région représentant du Gouverneur.

FINANCEMENT- MOBILISATION DE RESSOURCES

Cameroun – Appel consolidé Extrême-Nord 2021

US\$ 99,717 millions requis
US\$ 9,2 millions financés

Financement par secteur (en million \$ US) au 31 août 2021



En millions et milliers USD

	FINANCEMENT		
	FINANCÉ	NON FINANCÉ	POURCENTAGE
Reponse Refugiés	3,1M	18,5M	14,2%
Protection	1,9M	14,2M	11,6%
Nutrition	446K	11,4M	3,8%
Sécurité Alimentaire	17K	9,6M	0,2%
EHA	-	9,5M	0%
Abris/AME	476K	9,4M	4,7%
Education	2,8M	7,8M	26,5%
Santé	-	4M	0%
Rélèvement Précoce	95K	3,7M	2,5%
Coordination	357K	2,3M	13,2%

Ce graphique traduit les contributions rapportées par les partenaires humanitaires sur le Financial Tracking OCHA Service (FTS).

Tous les partenaires humanitaires, y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires, sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à fts@un.org.

BESOINS ET REPONSE HUMANITAIRE PAR SECTEUR

Education

En préparation à la rentrée scolaire 2021-2022, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a mis en œuvre des classes de curricula accélérés pour la réinsertion (CARED) en faveur de 1 108 enfants déscolarisés nouvellement identifiés dans les départements de Logone et Chari, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga. Dans la même lancée, et dans la perspective d'étendre la mise en œuvre des CARED et contribuer à la réintégration scolaire de plus d'enfants déscolarisés, la Délégation Régionale de l'Éducation de Base (DREB) en collaboration avec l'UNICEF, a identifié 1 251 nouveaux enfants dont 625 filles qui ont également bénéficié de cette opportunité.

2 359

Enfants déscolarisés
bénéficiaires des
curricula accélérés
pour leur réinsertion

Les partenaires ont relevé entre autres besoins, l'insuffisance des infrastructures scolaires et sanitaires, des enseignants qualifiés et des stocks de contingence pour répondre aux urgences.

Santé

La vaccination contre la COVID-19 se poursuit dans la région. 3,92% des populations ciblées ont reçu la 1ère dose du vaccin et 0,65% la 2ème dose. Les partenaires ont distribué des médicaments antipaludiques pendant la campagne de chimio prévention du paludisme saisonnier à 88% d'enfants ciblés de 3 à 59 mois.

Plan International a formé 821 Agents de Santé Communautaire (ASC) et les chefs des aires des DS de Maga, Makary, Yagoua, Mora, Meri, Pette et Mindif sur les interventions de santé sous directives communautaires. ALIMA et International Medical Corps (IMC) ont poursuivi la prise en charge gratuite des enfants de moins de 5 ans et réalisé 14 898 consultations curatives, 317 consultations prénatales, 118 références et 66 accouchements assistés dans les DS de Mokolo, le camp des réfugiés de Minawao et le centre de santé intégré (CSI) de Kerawa.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), UNICEF, Médecins sans Frontières (MSF), le Comité International de la Croix Rouge (CICR) et la Croix Rouge Française (CRF) ont assisté les populations victimes du conflit intercommunautaire du Logone Birni en kits médicaux d'urgence, moustiquaires et appuis logistiques.

En santé mentale et soutien psychosocial, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Action Contre la Faim (ACF), la Croix Rouge Camerounaise (CRC) et l'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ALVF) ont sensibilisé 16 219 personnes sur les conséquences de la consommation des drogues et comment s'en sortir, l'épilepsie, le stress en milieu professionnel et l'impact de la COVID-19 sur la santé mentale dans les départements de Diamare, le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga. Par ailleurs, 889 personnes en souffrance ont participé aux groupes de paroles/psychoéducation et 280 personnes ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial. ALVF également a organisé des sessions de renforcement des capacités de 20 leaders d'associations des femmes sur les premiers secours psychologiques.

L'insécurité et les routes inondées rendent difficile l'accès aux populations vulnérables des DS de Makary et de Mora. De plus, les intrants nutritionnels et les médicaments de prise en charge communautaire au niveau des agents de santé communautaires (ASC) ainsi que le personnel dans les formations sanitaires sont insuffisants pour couvrir la demande. La prise en charge des cas de complications médico-chirurgicales en pédiatrie et la couverture vaccinale du programme élargi de vaccination de routine restent insuffisantes.

Nutrition

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de réponse sectorielle intégrant à la fois la prise en charge et la prévention de la malnutrition en contexte d'urgence, UNICEF, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), Plan International, CRF, Alliance for International Medical Action (ALIMA) et International Medical Corps (IMC) en appui aux districts de santé ont pris en charge 4 047 enfants de moins de 5 ans malnutris aigus sévères (MAS) dont 2 164 filles nouvellement admis au programme de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère (PCIMAS).

Dans les DS de Mokolo, Goulfey et Kousseri, les agents de santé communautaires (ASC) ont détecté 777 enfants de 6 à 59 mois Malnutris Aigu Modérés (MAM) et 136 MAS parmi les 23 712 dépistés.

Les partenaires impliqués dans la mise en œuvre des programmes de supplémentation alimentaire (BSFP), de Fortification à Domicile (FAD) et de l'initiative de Déviance Positive Foyer (DPF) dans les trois départements ont assisté plus de 50 140 enfants en aliments nutritifs spécialisés et en poudres de micronutriments (MNPs) entre autres. L'assistance planifiée dans le DS de Kousseri a été reportée à la suite du conflit intercommunautaire dans l'arrondissement du Logone Birni.

Le rattrapage vaccinal en communauté a bénéficié à 1 416 enfants de moins de 5 ans et 2 760 ont été supplémentés en Vit A et déparasités à travers les plateformes d'Alimentation du jeune enfant et du nourrisson (ANJE) / FAD et BSFP. Les partenaires du secteur ont formé 7 038 mamans (PB – Mères) à l'utilisation du bracelet de mesure du périmètre brachial (MUAC) et à la recherche des œdèmes pour le dépistage de la malnutrition. Ils ont également sensibilisé 41 541 parents sur les bonnes pratiques d'ANJE et les mesures de lutte et ou prévention de la COVID-19 dans les trois départements.

5

Nouveaux districts de santé en épidémies de rougeole

50 140

Enfants ont reçu des super céréales et poudres micronutriments

Sécurité alimentaire

Le déplacement de près de 12 000 personnes dans le Logone et Chari à la suite du conflit intercommunautaire Arabe Choa et Mousgoum a engendré des besoins en vivres supplémentaires non quantifiés. De plus, le mois d'août est une période de soudure avec des besoins en assistance alimentaire plus prononcé et où on observe généralement l'inflation progressive des prix des denrées alimentaires.

752 645

Tonnes de vivres distribués dans les trois départements

En réponse, le PAM et ses partenaire INTERSOS, Public Concern et la Fédération luthérienne mondiale (LWF), ont apporté une assistance alimentaire inconditionnelle et conditionnelle de plus de 752 645 tonnes de vivres à plus de 101 132 personnes déplacées internes (PDI), réfugiés et populations hôtes dans les trois départements. Dans le cadre de l'appui pendant la période de soudure, le PAM a apporté une assistance alimentaire de 521 196 tonnes de vivres à 29 994 personnes, soit 16 196 femmes.

Les partenaires du secteur, parmi lesquels la CRF, ont mis en place sept banques céréalières dans les communes de Ndoukoula, Gazawa et de Roua dans les départements du Diamaré et du Mayo-Tsanaga. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a distribué des semences et équipements à 200 bénéficiaires pour la production maraichère à Igawa dans le Mayo-Sava et aux étudiants du Collège Régional d'Agriculture de Maroua (CRAM) pour la production agricole hors sol, et a formé des bénéficiaires accompagnés par le HCR sur les techniques de production de poisson en bacs hors sol. INTERSOS avec son partenaire BHA a fait le suivi de 19 champs Ecoles Paysans (CEP) et huit champs des groupements de producteurs de semences améliorées de sorgho blanc, sorgho rouge, arachide et maïs.

Dans le cadre du projet d'appui technique pour l'accès aux marchés, le PAM avec son partenaire Positive Planet International (PPI) a ciblé 1 500 petits producteurs structurés autour de 34 organisations de producteurs.

En plus de la dégradation des routes qui rend l'accès et le ravitaillement difficiles dans les sites de distributions, le secteur fait face au stress ou déficit hydrique et la présence de criquets ravageurs qui affectent le développement des plantes et les rendements lors des récoltes.

Protection

564 incidents de protection contre 445 en juillet ont été documentés et analysés avec les hommes comme principales victimes à 87%. 39% de ces incidents ont été enregistrés dans le Logone et Chari, 36% dans le Mayo-Tsanaga et 25% dans le Mayo-Sava. 40% des incidents auraient été perpétrés par la population civile, 34% par les forces de défense et sécurité, 25% par les GANE et 1% par les comités de vigilance.

32 826

Dossiers d'actes de naissance en attente de financement

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération spéciale d'établissement d'actes de naissance aux élèves de l'école primaire de la région de l'Extrême-Nord, Codas Caritas, HCR, ALDEPA, INTERSOS, et Demtou Humanitaire, ainsi que les Mairies de Mokolo et Mora et diverses associations et élites ont financé les dossiers de 29 692 élèves. 32 826 autres demeurent en attente de financement. Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), International Rescue Committee (IRC) et HCR à travers son partenaire INTERSOS ont facilité l'établissement de 446 actes de naissance dont 137 pour filles par la procédure de jugement supplétif et 61 actes de naissance par la procédure normale. 1 125 personnes ont été touchées par les sensibilisations sur la documentation civile. NRC appuyé la reconstitution et ou l'établissement des actes d'état civil aux sous-préfectures de Mora, Kolofata et Mozogo mais le besoin demeure encore dans toute la région. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a organisé quatre sessions de renforcements de capacités sur la documentation civile dans les localités de Mokolo, Kaele, Tokombere et Maroua en faveur de 100 agents sensibilisateurs.

En réponse au besoin croissant en articles ménagers pour les personnes à besoin spécifique, 100 kits de sureté ont été remis aux populations vulnérables déplacées dans le Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga.

Logement Terre et Propriété (LTP)

21% des personnes déplacées ont des problèmes de propriété foncière et 50% des réfugiés ont déclaré avoir rencontré des problèmes liés à la propriété foncière avec les communautés d'accueil. Dans le but d'améliorer l'accès aux droits de Logement, Terre et Propriétés (LTP), NRC a effectué sept sessions d'information sur l'accès à ces droits avec 322 personnes dont 169 femmes dans les trois départements, accompagnées de séances de conseil individuel. 40 personnes dont 17 femmes ont reçu une assistance légale pour faciliter l'accès à l'espace cultivable et sécurisé pour les activités agricole. De plus, des spots sur la sécurité d'occupation en

situation de déplacement forcé dans les radios communautaires à Mora, Mokolo, Maroua et Kousséri ont été diffusés. Vu la sensibilité de la question LTP, les autorités administratives et traditionnelles restent réticentes. Les transactions foncières et de logement se font oralement avec des risques d'éviction forcée.

Protection de l'enfance

Le besoin en soutien psychosocial et santé mentale ainsi qu'en renforcement des capacités sur la documentation de l'intervention et le rapportage demeurent importants.

Les partenaires de la protection de l'enfance, Children's Life in Rural Area (CLIRA), ALDEPA, International Medical Corps (IMC), Plan international et IRC ont fourni des services essentiels de protection de l'enfance à 1 682 enfants nouvellement identifiés et à 3 031 tuteurs d'enfants touchés par le conflit. Parmi les nouveaux cas identifiés, 1 528 sont des enfants dont 840 filles et 30 adultes s'occupant d'enfants dont dix femmes. Ces derniers ont bénéficié d'un soutien psychosocial et d'une sensibilisation à prévention de la propagation de la COVID-19 et aux bonnes pratiques d'hygiène.

IMC, IRC et INTERSOS ont soutenu par des articles non alimentaires 52 enfants accompagnés et séparés nouvellement identifiés dans des familles d'accueil spontanées et 21 précédemment identifiés ont bénéficié de visites à domicile et ont été orientés vers d'autres services sociaux.

CLiRA, ALDEPA et Plan International ont mené des sessions de sensibilisation auprès de 2 385 personnes dont 665 femmes et 501 filles sur la préparation à la rentrée scolaire, l'importance des certificats de naissance, le respect des mesures de prévention de la COVID-19. Concernant la parentalité positive, 26 séances ont été réalisées avec 1 039 personnes dont 414 femmes et 162 filles, sur les activités à proposer aux enfants pendant les vacances, les méfaits du mariage des enfants et la prévention de la COVID-19. De plus, 82 ont été sensibilisées à l'importance de la vaccination, de la déclaration de naissance et de l'éducation formelle.

L'insuffisance des fonds et le nombre limité des partenaires ainsi que l'insécurité dans certaines localités limitent l'assistance des populations dans le besoin.

1 682

Enfants ont reçu des services essentiels de protection

Violences basées sur le genre (VBG)

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de prévention des VBG, INTERSOS, Association des Jeunes Femmes de Mora (AJEFMO), ALDEPA, ALVF, COHEB, les Centres de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF) de Maroua et Mokolo, DEMTOU, IRC, Plan International et ACF ont sensibilisé 26 532 personnes et 1 395 d'entre elles ont bénéficié d'un programme d'autonomisation des femmes, de développement des compétences de vie et de formations sur les questions VBG.

En ce qui concerne les activités de réponse aux violences basées sur le genre, ALVF, CPFF de Maroua, IRC et ALDEPA ont accompagné 1 271 femmes et filles dans les espaces sûrs. Par ailleurs, afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et des filles, AJEFMO, ALDEPA, ALVF et CPFF de Maroua ont doté 238 femmes et filles incluses celles vivant avec handicap de kits de dignité et d'un soutien aux moyens de subsistances.

UNFPA, à travers le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF), a formé 50 adolescents et jeunes filles sur le leadership et les compétences de vie, y compris la confiance en soi, afin de les sensibiliser aux risques de VBG, de viols et de mariages d'enfants.

Toutefois, le renforcement de capacités des leaders communautaires sur la gestion des cas VBG, le manque des kits de dignité, l'indisponibilité des kits post viol dans certaines formations sanitaires, la prise en charge des coûts liés à la gestion médico-légale des cas de VBG ont été identifiés au cours du mois comme des besoins prioritaires.

NFI/Abris

Les activités de routine continuent malgré les besoins en abris et articles ménagers essentiels enregistrés dans la région et exacerbés par les différents déplacements de populations au cours des derniers mois.

International Emergency and Development Aid (IEDA Relief) a distribué des kits abris et kits additionnels à 2 844 personnes dans le camp des réfugiés de Minawao.

4 320

Personnes ont reçu des kit abris et AME

Le HCR à travers son partenaire Public Concern et Action contre la Faim (ACF) dans le cadre du mécanisme de réponse rapide (RRM) ont distribué des kits outils, AME/Abris et kits de dignité à 1 096 PDI dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga. De plus, en réponse au conflit intercommunautaire du Logone Birni, le HCR a entamé la distribution des kits NFI/Abris et COVID-19 à 212 personnes

En assistance aux sinistrés des inondations de la localité de Seradoumda dans le Mayo-Sava, OIM au travers de son partenaire l'Association des animateurs et encadreurs en développement communautaire (AAEDC) a distribué des kits transitionnels à 168 personnes. Toutefois des besoins en AME et en transformation des abris d'urgences en abris transitionnels ont été identifiés sur les sites PDI de Zamai, Zamalva et Ngnborga dans le Mayo-Sava.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

L'accès à l'eau et aux services d'assainissement de base et d'hygiène demeurent les préoccupations majeures du secteur et en particulier pour les populations déplacées et les communautés hôtes.

La réponse a ciblé prioritairement les besoins des PDI et des populations retournées dans les communes de Mozogo et Mokolo dans le Mayo-Tsanaga, Kolofata et Mora dans le Mayo-Sava et Makary, Blangoua dans le Logone et Chari.

Les partenaires ont réhabilité et réparé 32 forages et redynamisé des comités de gestion, facilitant ainsi l'accès à l'eau potable à environ 16 000 personnes. Les populations ont également bénéficié de la construction de 108 latrines d'urgence et de sensibilisation sur les bonnes pratiques EHA auprès de 17 200 personnes avec distribution des kits d'hygiène.

Nonobstant ces interventions, les besoins sont loin d'être couverts. Des gaps importants restent à combler dans les localités de Hilé-Alifa, Blamé, Seradoumda et Iyamagra abritant les PDI et les retournées. Il s'agit de la désinfection des points d'eau et distribution des produits de traitement d'eau à domicile, de la construction de latrines d'urgence, de la réparation des forages et de l'accompagnement des bénéficiaires pour la mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC).

Coordination humanitaire

OCHA continue à assurer la coordination de la réponse humanitaire dans un contexte marqué par une multiplication des besoins et un faible financement. Au 31 août 2021, seulement 9,2% du Plan de réponse humanitaire pour l'Extrême Nord a été financé.

En réponse à la crise dans l'arrondissement du Logone Birni, OCHA a mis sur pied une plateforme de concertation et de suivi de la réponse dans le Logone et Chari et continue de mobiliser les partenaires pour une réponse sectorielle coordonnée. OCHA, ainsi que le HCR et plusieurs partenaires du Secteur Protection, ont effectué une visite dirigée par les autorités du Logone et Chari à Gamakotoko, sur le site d'accueil provisoire des réfugiés Camerounais au Tchad.

108

Latrines d'urgence
construites

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Carla Martinez, Cheffe de Bureau, OCHA Cameroun, martinez14@un.org

Estelle Stephanie Ebako, Chargée des Affaires Humanitaires, OCHA Maroua, estelle.akonoundi@un.org

Pour plus d'information, veuillez-vous rendre sur : www.unocha.org/Cameroon | www.reliefweb.int | Humanitarianresponse.info